personnes, en prenant une certaine somme, soit au mois ou à l'année, au lieu de tels péages.

Le 7 avril 1898, par acte de commutation passé devant le notaire Morin, les Syndics des Chemins à Barrières de Montréal commuèrent, en faveur de la Corporation de la ville d'Outremont, les péages sur cette partie du chemin soumis à leur contrôle et connu sous le nom de "Chemin de la Côte Ste-Catherine," dans les limites de ladite ville d'Outremont.

D'après la clause 5 dudit acte, et pour les considérations y mentionnées, il est stipulé que les péages exigibles par les Syndics sur la partie du chemin dont il est question plus haut, sont commués en faveur de tous résidents de ladite ville d'Outremont, de ceux y ayant leurs places d'affaires, de même que de toutes personnes circulant entre ladite ville et la Cité de Montréal. De plus, il est expressément déclaré que les Syndics auront le droit de garder et maintenir une barrière au chemin connu sous le nom de "Bellingham Road," et ce, aux fins de collecter des péages provenant de l'exploitation de la carrière de la Cité de Montréal, avec l'entente qu'un tiers du revenu ainsi collecté appartiendra à ladite ville d'Outremont aussi longtemps que lesdits Syndics jugeront à propos de collecter des droits de péage en rapport avec l'exploitation de la carrière ci-dessus.

Nous sommes donc d'avis que, étant donné les termes dudit acte de commutation, et spécialement de la clause 5 d'icelui, les charretiers charroyant de la pierre par le chemin de Bellingham, de la carrière de la Ville, à Outremont, sont tenus de payer les droits de péage imposés par les Syndics.

D'un autre côté, nous soumettons que cette réserve, faite par les Syndics au sujet de l'exploitation de la carrière de la Ville, à Outremont, est contre les intérêts de la Cité de Montréal, et que des représentations devraient être faites auxdits syndics, ainsi qu'au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de la Province de Québec pour faire cesser l'injustice qui résulte, à la Cité de Montréal et à ses citoyens, de la réserve ci-dessus.

En ce qui concerne la barrière située à Youville, par la clause 5 de l'acte de commutation intervenu le 16 décembre dernier, devant le notaire Morin, de la part des Syndics des Chemins à Barrières de Montréal, en faveur de la Cité de Montréal, il est stipulé "que lesdits Syndics se réservent le privilège de placer des barrières partout où ils le jugeront convenable, sur le parcours dudit chemin, pour empêcher la perte du trafic des personnes n'ayant pas droit à la présente commutation, mais tous les résidents de la localité, le long du chemin présentement commué, ainsi que les voitures venant de la Ville et *vice versa*, pourront circuler librement et gratuitement sur la partie du chemin ainsi cédée, soit qu'il y ait des barrières ou non."

Il ne peut donc y avoir de doute que les Syndics, en vertu du privilège qu'ils se sont gardé, ont le droit de placer une barrière à Youville, pour empêcher la perte du trafic des personnes n'ayant pas droit à la commutation. D'un autre côté, tous les résidents de la localité, tout le long du chemin commué, ainsi que les voitures venant de la Ville, et *vice versa*, peuvent circuler librement et gratuitement sur la partie du chemin ainsi cédée, soit qu'il y ait des barrières ou non.

Nous sommes donc d'avis que tant et aussi longtemps que les Syndics des Chemins à Barrières de Montréal se conformeront à la clause 5 ci-dessus de l'acte du 16 décembre 1907, il n'y a pas lieu d'intervenir.

Nous avons l'honneur d'être, messieurs, vos humbles et obéissants serviteurs,

L.-J. ETHIER,

Procureur et Avocat en chef de la Cité,

(Pour les Avocats de la Cité).

of with any person or persons by taking a certain sum, either monthly or yearly, in lieu of such tolls.

On the 7th of April 1898, by a deed of commutation passed before Mr. Morin, notary, the Montreal Turnpike Trust have commuted, in favor of the Corporation of the town of Outremont, the tolls on that part of the road under their control, and known under the name of "Côte Ste. Catherine road," within the limits of the said town of Outremont.

By clause 5 of said act, and for the considerations therein mentioned it was stipulated that the tolls exigible by the trustees on that portion of the road in question, are commuted in favor of all residents of the said town of Outremont, of those having their business place therein and also of persons circulating between the said town and the City of Montreal. Moreover, it was expressly declared that the trustees shall have the right to keep and maintain a gate on the road called "Bellingham Road," in order to collect tolls proceeding from the operating of the quarry owned by the City of Montreal, with the agreement that one-third of the revenue thus collected would belong to the town of Outremont as long as the said trustees would deem fit to collect toll dues in connection with the operating of the above mentioned quarry.

We are of opinion that, according to the terms and conditions of said commutation deed, and specially in view of clause 5 of said deed, carters conveying stone through Bellingham road, from the quarry owned by the City at Outremont, are obliged to pay the toll dues imposed by trustees.

On the other hand, we submit that the reserve made in connection with the operating of the City's quarry, at Outremont, is against the interests of the City of Montreal, and that representations should be made to said trustees, also to the Lieutenant Governor of Quebec in Council, to put an end to the injustice caused to the City of Montreal and its citizens, on account of the above mentioned reserve.

As regards the toll-gate situated at Youville, by clause 5 of the commutation deed, passed the 16th of December last, before Mr. Morin, notary, by the Montreal Turnpike Trust, in favor of the City of Montreal, it was stipulated that the said trustees retain the privilege of erecting gates wherever they see fit, along said road, for the purpose of collecting tolls from parties who have no rights in said commutation, but all the residents of the locality, along the road presently commuted, as well as vehicles coming from the City and *vice versa* may circulate freely and gratuitously on that part of the road thus ceded, whether there are gates or not."

Thus, there can be no doubt that the trustees, in virtue of the privilege they retained, have the right to erect a gate at Youville in view of collecting tolls from parties having no right to said commutation. On the other hand, all the residents of the locality, on the whole length of the commuted road as well as vehicles coming from the City, and *vice versa*, may circulate freely and gratuitously on the portion of the road thus ceded, whether there are gates or not.

Therefore, we are of opinion that as long as the Montreal Turnpike Trust shall comply to clause 5 of the above mentioned deed, dated the 15th of December 1907, the City should not interfere.

We have the honor to be, gentlemen, your humble and obedient servants.

L. J. ETHIER,

Counsel and Chief City Attorney,

(For the City attorneys).